

Nicaragua: déclaration politique mouvement social "otro mundo es posible"

09-10-2008

Vous trouverez ci-dessus un appel urgent que nous vous remercions de bien vouloir signer et faire circuler, car la situation au Nicaragua est particulièrement préoccupante ces jours-ci. Donc, si vous êtes d'accord avec le document, merci de bien vouloir envoyer le nom de votre Groupe/Collectif à l'adresse suivante: djarquinlopez@yahoo.es
DECLARATION POLITIQUE MOUVEMENT SOCIAL NICARAGUAYEN "OTRO MUNDO ES POSIBLE"
 (Un autre monde est possible)

¡NI NOS VENDEMOS NI NOS RENDIMOS!
 (NOUS NE NOUS VENDONS PAS, NOUS NE NOUS RENDONS PAS)
 "VIVE SANDINO!"

Le mouvement social nicaraguayen (MSN) "Un autre monde est possible", des organisations sociales et des personnes à titre individuel que nous indiquons ci-dessous :

DENONÇONS :

Récemment, des autorités et représentants du gouvernement du Nicaragua, ont fait des déclarations publiques et ont présentés une liste de 17 Organisations et Mouvements Sociaux, qu'ils accusent d'être à l'origine de déstabilisation politique, d'être complice de l'oligarchie et de l'impérialisme, et de réaliser des actes illicites.

La dite liste inclue le Centre des Etudes Internationales (CEI), Qu'ils accusent de financer illégalement le Mouvement Social Otro Mundo Es Posible.

Cette action fait partie de la vague de répression et persécutions faite aux mouvements sociaux indépendants du Nicaragua et pour qu'il n'y est aucune confusion nous exposons quels sont nos principes et lignes d'action, ceux que nous avons instauré et défendu indépendamment des gouvernements connus.

ANTECEDENTS :Le MSN, que nous constituons depuis l'année 2003 (deux mille trois) comme une articulation d'organisations sociales, mouvements, ONG et personnalités qui partagent la conviction de la nécessité de travailler en résistant au système et ses nouvelles formes d'oppression et de dominations économiques, juridiques, politiques et néolibéral.

Nous sommes un mouvement autonome avec une propre identité, un positionnement politique de gauche, indépendant des parties politiques et gouvernements, nous promouvons la défense des droits humains violents pour le système capitaliste, patriarcale et néolibéral.

Nous résistons à la pression du système, en nous battant pour la défense des droits de l'homme les plus essentiels comme le droit de vivre, la libre circulation, les libertés individuelles et collectives, les préférences sexuelles, une vie digne avec une éducation et un système de santé gratuits et de qualité.

Nous nous battons pour le droit de vivre dans un environnement sain, avec un travail digne pour tous et toutes, en harmonie avec notre environnement naturel proche. Nous croyons qu'un Autre Monde est Possible, un monde de justice avec dignité, liberté et solidarité.

Nous soutenons le respect de l'environnement, l'identité culturelle de notre Amérique, ses villages originaux et la cohabitation multiculturelle et nos coutumes, en opposition à la façon de vivre que veut nous imposer la société capitaliste moderne.

Nous croyons à une société composée par des individus d'une politique de changement, c'est pour cela que nous repoussons la culture politique dominante, basée sur le favoritisme, le clientélisme, l'influence ecclésiastique.

Nous réclamons un ETAT responsable de politiques publiques et qui ne laisse pas ses responsabilités indéclinables aux mains du grand capital, ou de ces mêmes ONG.

Pour tout cela, nous avons été d'actifs participants du FORUM SOCIAL MONDIAL et de ses campagnes comme la Campagne Continentale Contre l'ALCA (Area de Libre Comercio de las Americas) ; nous appartenons à des groupes d'organisations et mouvements sociaux qui résistent au modèle imposé, comme l'Alliance Sociale Continentale (Alianza Social Continental) et Le Cris des Exclus (El Grito de los Excluidos).

Au Nicaragua, nous avons organisé le Tribunal Permanent des Peuples (Tribunal Permanente de los Pueblos), tel un espace de dénonciation des personnes qui piétinent les droits individuels et collectifs au profit du capital transnational et l'oligarchie nationale .Nous nous sommes mobilisés pour exprimer notre répugnance quant à l'invasion des Etats Unis en Irak, contre l'agression de la Palestine, contre le blocage de Cuba, contre les traités de Libre Echanges Commerciaux, les privatisations des services. C'est pour cela que nous avons réclamé la re-nationalisation de la production et distribution d'énergie et le retrait de l'entreprise transnational UNION FENOSA de notre pays.

Nous soutenons actuellement des combats justes pour notre peuple, comme celui des ouvriers de la bananeraie affectés par le Nemagon ; Le combat des femmes pour leur droit à la vie – la restitution de l'avortement thérapeutique, de plus nous considérons immoral et anti-étique l'absence de solidarité avec les femmes courageuses du Nicaragua et de ce monde, parce que la revendication des droits de la femme a été et continue d'être un des appuis principaux de n'importe qu'elle révolution.

Nous avons l'exemple de Cuba où même l'Etat, est loin d'attaquer le droit à l'avortement et à la diversité sexuelle, puisqu'il le défend et le légalise. Ce n'est pas seulement légal, sinon légitime et moral de collaborer à cette défense, en dénonçant toute tentative politique et légal de disqualifier et poursuivre ceux qui divergent de positions et de lois infâmes correspondant à une violation des droits de l'homme, tel que la condamnation de l'avortement thérapeutique.

Ce n'est pas depuis un Etat, quel qu'il soit, que se dictent les conduites légitimes et morales, encore moins si l'Etat renonce à sa laïcité, pour se compromettre avec des groupes religieux réactionnaires. C'est pourquoi nous exigeons la mise en pratique de la structure constitutionnelle de l'Etat laïque.

EN CE QUI CONCERNE LA LEGALITE DE NOTRE MOUVEMENT

Nous sommes un MOUVEMENT SOCIAL de gauche, une organisation autonome populaire et horizontale.

Nous nous déclarons en rébellion depuis leur tentative de nous mettre en marge de la loi utilisant des mécanismes de persécution politique et de fausses accusations de blanchiment d'argent et de déstabilisation du gouvernement.

L'unique obligation irrévocable que nous ayons existé envers toutes celles et ceux qui ont souffert ou souffrent d'une quelquefois discrimination ou persécution en raison de son identité sexuelle, culturelle, opinion politique ou action sociale, dénonçant « une injustice commise quelle qu'elle soit contre un être humain quel qu'il soit, dans n'importe quel lieux de ce monde ». C'est l'unique garantie de transformation de la société, de l'économie et de la culture actuelle. Dans ces combats se trouve notre légitimité. Attenter contre cette option signifie éliminer les possibilités d'effectuer les profonds changements requis au Nicaragua, en Amérique Latine et dans le monde.

Le peuple a le droit et le devoir de faire de la politique en dehors des partis, gouvernements, les ONG et même de la loi si c'est nécessaire.

Aucun gouvernement ne va faire obstacle aux mouvements comme le notre qui continuent leur travail, répondant aux sentiments des gens, et c'est parce qu'existe la solidarité internationale, que les mouvements reçoivent l'appui solidaire d'organisations sociales et entités engagées dans la lutte contre le capitalisme. Nous, en tant que mouvement populaire auto-construisons sur la base de la conscience et non sur la base d'un permis légal.

Il est incompréhensible pour la majorité qu'un gouvernement qui se revendique de gauche puisse tombé dans une telle barbarie anti-démocratique. Celui qui se disqualifie c'est ce même gouvernement, qui agit à partir de ses préjugés primitifs et désirs de pouvoir et de son contrôle illimité et non des postures socialistes et révolutionnaires de Carlos Fonseca Amador, qui sans aucun doute, de son vivant, serait dans l'opposition.

Nous réitérons que nous sommes une organisation contestataire contre le gouvernement, mais par définition nous sommes contre toute forme d'oppression néolibéral et ce gouvernement, sachant qu'il s'autoproclame révolutionnaire, a maintenu intactes les politiques des anciens gouvernements néolibéraux. Ainsi nous continuerons de dénoncer les absurdités et les mensonges de ses acteurs qui sont contraires à leur discours anti néolibéral.

A partir du mouvement social, nous faisons nôtres les réflexions de la campagne Celia Hart, récemment décédée et à qui le gouvernement de Daniel Ortega refusa le visa pour qu'elle soit présente au VII FORUM MESOAMERICAIN DES PEUPLES (VII FORO MESOAMERICANO DE LOS PUEBLOS), réalisé au Nicaragua du 14 au 16 juin de cette année sous le titre "Mesoamérique en résistance' Non au néocolonialisme du "commerce libre". Forum, boycotté par le gouvernement actuel sous l'absurde prétexte d'être financé par la CIA et le Pentagone.

Disait Celia : "Daniel Ortega essaye de maintenir le TLC (Traité de Libre Commerce) signé avec les Etats Unis (CAFTA), tout en sachant que débute les collaborations avec l'ALBA, représenté par la Venezuela bolivarienne et Cuba socialiste. Comment rendre compatible ces deux projets ?, seul Dieu le sait, parce que ces projets, aux dires du président Chávez, sont diamétralement opposés et exclusifs. Daniel Ortega s'est bêtement allié à Arnoldo Alemán, le politique le plus corrompu qu'est connu le Nicaragua, d'autant plus que son vice-président est l'un de ceux qui sont contraires et avec le soutien de Ronald Reagan et la CIA ont assassiné des centaines de jeunes sandinistes qui voulaient sauver la révolution de Sandino. Et comme image dorée pour le nouveau costume du faux sandinisme, ceux qui levaient auparavant le drapeaux rouge et noir, se sont arrangé avec l'église de la droite qui a aidé à détruire la révolution. Les nouveaux alliés d'Ortega sont l'archevêque de Managua, Leopoldo Brenes et le cardinal Miguel Obando, qui ont fait tant de mal à la vraie religion, celle d'un autre temps, quand la théologie de la libération était celle qui représentait Dieu et les pauvres au Nicaragua".

Si ils nous réprimandent pour dire ces vérités, en tant que mouvement nous sommes disposés à assumer les conséquences de nos actions, et ils ne nous feront pas taire, ni nous intimideront, nous n'arrêteront pas de travailler pour nos convictions. Au gouvernement, nous lui disons que nous maintiendront aussi haut nos exigences.

NOUS EXIGEONS :* LA LIBERTE D'ORGANISATION, DE MOBILISATION, D'EXPRESSION DE NOS IDEES, LIBERTE DE REALISER NOS ACTIVITES.* La nationalisation de la production et distribution de l'énergie, la suppression du Contrat de Concession d'Union FENOSA, Son retrait immédiat du Nicaragua.* Le contrôle de l'Etat sur les moyens de fournir les services élémentaires pour la population (eau, énergie, gaz, téléphone, combustibles, transport, éducation, santé), apportant ceux-ci avec QUALITE.* Couper les liens avec le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale, pour récupérer le contrôle économique* Que soit révoqué le Traité de Libre Commerce avec les Etats Unis connu comme DR- CAFTA.* La suspension des négociations avec l'Union Européenne avant un possible ACCORD D'ASSOCIATION qui n'est rien de plus qu'un nouveau traité de "libre-échange".* Nous demandons le NON PAIEMENT DE LA DETTE INTERNE, à laquelle ce gouvernement a donné une stabilité plutôt que de ne pas la reconnaître comme correspondante.* NOUS EXIGEONS UN DELAI DE PAIEMENT DE LA DETTE EXTERNE et commencement d'un processus d'AUDITION PUBLIQUE CITOYENNE – ETAT, pour analyser quels sont les contrats qui représentent des dettes légitimes. Toutes celles déclarées illégitimes, ne seront pas à payer.* RESTITUTION IMMEDIATE DU droit des femmes à l'Avortement THERAPEUTIQUE.* La suspension d'envoi de soldats et officiers de l'armée du Nicaragua à l'Ecole d'assassins appelée "Ecole des Amériques" et la présence dans notre pays de militaires "gringos", déguisé en aide humanitaire.

Nous nous joignons à la campagne pour la liberté immédiate des 5 prisonniers cubains détenus illégalement aux Etats-Unis.

PLUS DE PERSECUTIONS NI DE CHANTAGES !

Sandino vit, la lutte continue!

Une autre monde est possible et nécessaire !

Managua, le 1er Octobre 2008